

ment, nous constatons encore aujourd'hui – et c'est d'ailleurs une réponse aux préoccupations de Mme Grendelmeier également – que, malgré l'interdiction faite dans toute une série de textes internationaux d'utiliser les armes chimiques, on continue de les utiliser et que malgré l'interdiction faite aux Etats – qui l'ont signée et acceptée – par la Déclaration universelle des droits de l'homme, par la Convention européenne des droits de l'homme, qui interdit la torture, on continue de torturer.

L'idée de M. Gautier, qui est réalisée dans cette convention, c'est que l'interdiction n'est pas suffisante, il faut encore vérifier que cette interdiction est véritablement respectée. Je peux dire à M. Weder que la Suisse s'emploiera à cela et c'est la raison pour laquelle nous avons demandé – nous vous remercions d'ailleurs de l'avoir parfaitement compris – une procédure extraordinaire. Les deux Chambres ayant traité cet objet au cours de cette session, nous pourrions ratifier très rapidement la convention, et le délégué suisse au comité pourra se mettre immédiatement au travail afin d'élaborer les règles de ce comité qui lui permettront d'accomplir sa tâche.

Nous rappelons que les sanctions qui sont prévues actuellement sont de deux ordres. Celles dont on parle, c'est la publication de plusieurs constatations négatives par ce comité. C'est déjà une sanction très grave pour l'image d'un Etat. La deuxième sanction pourrait aboutir, comme l'a très justement relevé Mme Grendelmeier, à l'exclusion de cet Etat du Conseil de l'Europe. Puisqu'il s'agit d'une convention du Conseil de l'Europe, elle concerne les vingt et un Etats membres qui tous ont signé la convention. Six l'ont maintenant ratifiée, nous serons, nous le souhaitons, le septième.

Voilà ce que nous tenions à souligner encore avant de répondre à une préoccupation de M. Grassi. Il est certain que nous devons peut-être attendre quelque temps pour que le comité puisse entrer en fonction et commencer son travail. C'est sans doute à ce moment-là que, dans les pays qui ont ratifié la convention et en Suisse en particulier, nous devons être prêts à soutenir les efforts des associations qui luttent contre la torture. Nous avons déjà octroyé un montant, faible peut-être mais non négligeable, de 20 000 francs au Comité suisse contre la torture, et nous analyserons naturellement les demandes qui seraient faites par SOS Torture, notamment, si cela pouvait aussi aider à l'accomplissement de la tâche de ce comité.

Je réponds maintenant à M. Bonny et à Mme Grendelmeier quant à leur préoccupation concernant la Turquie. Il est possible que la Turquie ait signé cette convention parce qu'elle a déposé une demande d'adhésion à la Communauté et que, politiquement, c'était une démarche utile. Cependant, nous l'avons dit au Conseil des Etats et nous le répétons, en signant et en ratifiant cette convention, qui va entrer très prochainement en vigueur, la Turquie s'expose publiquement: elle devra nécessairement accepter les visites du comité dans ses prisons; elle risque, le cas échéant, des déclarations publiques et, plus grave, elle risque éventuellement, s'il s'avérait qu'elle est réellement coupable de tortures, une exclusion du Conseil de l'Europe, ce qui ne faciliterait certainement pas son adhésion à la Communauté.

Voilà donc dans quel sens nous analysons cette ratification de la Turquie, que nous considérons comme un signal et comme un geste positif. Il ne fait aucun doute que tous les pays qui ratifieront cette convention auront les mêmes problèmes et se poseront les mêmes questions que nous et que la Turquie, comme n'importe quel autre pays, sera soumise à des contrôles.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes

114 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Präsident: Der Bundesrat beantragt gemäss Seite 1 der Botschaft die Abschreibung der Motion 10791.

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

88.042

Humanitäre Hilfe. Weiterführung

Aide humanitaire. Continuation

Botschaft und Beschlusentwurf vom 25. Mai 1988 (BBI II, 1181)
Message et projet d'arrêté du 25 mai 1988 (FF II, 989)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. Maître, rapporteur: En juin 1985, notre Parlement accordait au Conseil fédéral un crédit de programme de 440 millions pour une durée de trois ans, cela en vue de poursuivre l'aide humanitaire internationale de la Confédération. Ce crédit sera vraisemblablement épuisé au printemps de 1989. C'est la raison pour laquelle nous sommes à nouveau saisis d'un projet de crédit de programme qui porte sur une somme de 530 millions de francs, à nouveau pour une période de trois ans dès le 1er mars 1989.

Il est bien entendu que les crédits de paiements annuels seront portés au fur et à mesure au budget.

Les mesures d'aide humanitaire internationale demeurent indispensables. La presse quotidienne nous en apporte hélas la démonstration, par l'évocation d'innombrables catastrophes naturelles, crises politiques et économiques, conflits armés, etc. De tels événements ne sont pas des phénomènes isolés ou ponctuels. Ils s'inscrivent malheureusement souvent dans un contexte plus large de détériorations qui sont parfois très profondes, de portée économique ou politique. C'est dire l'importance extrêmement grande de la coordination la meilleure entre les mesures d'aide humanitaire et celles qui s'inscrivent dans le cadre de la coopération au développement.

Je voudrais souligner ici, au nom de votre Commission des affaires étrangères, la qualité des réflexions et de l'argumentation exposées dans le message, à l'appui de la demande de crédit qui nous est soumise. Le Conseil fédéral n'a pas hésité à nous livrer un document très complet qui, loin de taire les difficultés rencontrées – qui sont d'ailleurs inévitables dans une matière aussi complexe – montre quels sont les vrais problèmes à résoudre et les réels enjeux auxquels

nous sommes confrontés. A n'en pas douter, ce message est destiné à servir de document de référence.

Il n'est pas inutile de rappeler brièvement en quoi l'aide humanitaire et la coopération au développement sont à la fois différentes et complémentaires. L'aide humanitaire a pour but, cela est évident, de sauver des vies, de soulager des personnes en détresse. Elle est donc destinée à obtenir un effet immédiat. Vous savez que l'un des instruments à l'appui de l'aide humanitaire est le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes et, au sein de la commission, nous avons entendu un exposé de M. Bill qui a pu nous montrer les actions, le cadre dans lequel elles s'inscrivent et les enjeux principaux auxquels est confronté ce corps. Je crois pouvoir dire que la commission a été pleinement rassurée sur l'efficacité de ce corps après quelques turbulences que nous avons pu percevoir çà et là.

La coopération au développement, quant à elle, cherche à combattre des situations en agissant sur ses causes. Elle vise donc des effets à long terme. Bien que différentes, l'aide humanitaire et la coopération sont très étroitement interdépendantes, si l'on se souvient que les conditions précaires d'un pays ou d'une région, sur le plan économique, sanitaire et parfois écologique, sont directement à l'origine de catastrophes qui justifient l'intervention de mesures s'inscrivant dans le cadre de l'aide humanitaire. A titre d'exemple, on peut rappeler qu'une famine peut résulter d'un blocage, d'une rupture momentanée de l'approvisionnement alimentaire, à la suite de phénomènes climatiques, notamment la sécheresse. Mais très souvent, une telle famine met en évidence une profonde détérioration du système agricole et social d'un pays. C'est à ce propos, bien entendu, que la coopération au développement doit intervenir.

Dans ce sens donc, l'aide humanitaire est une première réponse aux catastrophes et aux crises d'origine structurelle. C'est une réponse nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. C'est l'occasion ici de souligner la complémentarité indispensable entre l'aide humanitaire et la coopération au développement, ainsi que la nécessaire coordination qui doit intervenir entre ces deux types de mesures. Il est en effet essentiel que l'aide humanitaire ne vienne pas, dans un contexte donné, contrecarrer des efforts de développement qui sont assumés, par ailleurs, par la coopération au développement.

Dans le cadre des travaux de notre commission, plusieurs points ont été mis en évidence, qui ne sont certes pas nouveaux, mais qu'il convient peut-être de souligner très brièvement. Tout d'abord, il est essentiel – c'est un des axes fondamentaux qui doit retenir notre attention et qui retient constamment l'action de la DDA – d'éviter que l'on cherche simplement à adapter des pays en voie de développement à un modèle qui serait importé. C'est une erreur profonde de croire que nous pouvons travailler avec une sorte de calque, en transposant dans le tiers monde nos valeurs, nos mécanismes sociaux et économiques. L'objectif est bien de permettre aux pays les plus pauvres d'exprimer leurs potentialités et non les nôtres, et de les aider à cet effet.

Certaines erreurs qui ont pu être commises à ce propos ne doivent évidemment pas conduire à tomber dans l'excès contraire. On est parfois surpris d'entendre que serait remis en cause par certains le principe de l'aide au développement. D'aucuns vont en effet jusqu'à rejeter l'idée même d'une aide aux pays qui en ont besoin, parce que, à les entendre, ces pays devraient trouver leur propre voie de manière souveraine et autonome, et que toute forme d'aide constituerait une sorte de colonisation indirecte ou déguisée.

C'est ici qu'il faut souligner la dimension éthique de l'aide humanitaire et de la coopération au développement. Il ne faut pas oublier que, selon les estimations de la FAO, qui sont d'ailleurs reportées dans le message du Conseil fédéral, environ un demi-milliard d'êtres humains souffraient de la faim au milieu des années quatre-vingt. Ce chiffre est en constante augmentation. Chaque jour, 40 000 enfants meurent pour des raisons qui sont liées à la malnutrition. Nous sommes donc très clairement interpellés, et ne pas répondre

de manière efficace et engagée, sous des prétextes politiques qui, parfois, relèvent du dogme, n'est qu'une forme achevée de cynisme.

En séance de commission, nous avons également abordé plus particulièrement le problème de l'aide alimentaire, qui a donné lieu à une large discussion, notamment à propos des produits laitiers, thème évoqué dans cette Chambre à plusieurs reprises.

Certains ont estimé que la somme de 120 millions environ qui serait consacrée à l'aide, sous forme de produits laitiers, était trop importante. Je crois que, sur ce point, il ne faut pas confondre le but et les moyens. M. Felber, conseiller fédéral, s'en est d'ailleurs expliqué de manière parfaitement convaincante.

La question à résoudre est de savoir si le besoin est justifié ou non et sur ce point, nous avons reçu des explications du département qui a pris le temps d'écouter les organisations spécialisées et qui est arrivé à la conclusion irrefragable qu'un tel besoin existait. A partir du moment où ce besoin est avéré, où il est vérifié, il n'y a vraiment aucune raison de ne pas consacrer une partie de la production helvétique pour satisfaire le besoin démontré de lait en poudre. Du point de vue de l'aide alimentaire, si ce besoin est démontré, on doit utiliser la production helvétique sans se demander ce qu'il en est du compte laitier. Une fois encore, il ne faut pas confondre le but et les moyens. Le but c'est une aide alimentaire, le moyen c'est un type d'aide alimentaire pour lequel des ressources de notre pays peuvent être mises à contribution.

Voilà les quelques éléments d'information que je tenais à apporter en complément à un message qui, une fois encore, est remarquablement bien développé et étayé et c'est sans doute ce qui a conduit la commission, à l'unanimité, à vous recommander d'adopter l'arrêté qui vous est soumis.

Bonny, Berichtstatter: Gestützt auf eine eingehende Diskussion schlägt Ihnen die einstimmige Kommission für auswärtige Angelegenheiten vor, dem Bundesbeschluss über die Weiterführung der internationalen humanitären Hilfe der Eidgenossenschaft zuzustimmen. Konkret sieht dieser Bundesbeschluss vor, einen Rahmenkredit von 530 Millionen Franken für eine Dauer von mindestens drei Jahren zu bewilligen. Am 1. März 1989, also im nächsten Frühling, soll der vorangegangene Rahmenkredit – ebenfalls über drei Jahre – von 440 Millionen Franken auslaufen. Wir stellen also fest, dass die jetzige Vorlage den Kreditrahmen um gut 20 Prozent aufgestockt hat, was sicher keine Bagatelle ist. Vielleicht ist es gut, wenn wir uns vergegenwärtigen, wo eigentlich die humanitäre Hilfe eingesetzt wird. Es ist ein grosses Plus dieser Botschaft, dass sie eine gewisse Wandlung in der Struktur der humanitären Hilfe aufzeigt. In erster Linie – daran denkt man ja bei der humanitären Hilfe klassischer Art – ist sie Nothilfe im Sinne einer spontanen Solidarität bei Naturkatastrophen, beispielsweise bei Erdbeben und Ueberschwemmungen. Aber man geht nun einen Schritt weiter: Sie will auch bei Elend, das strukturbedingt entsteht, Hilfe leisten. Dazu gehört auch aktive Hilfe zur Minderung der Leiden bei bewaffneten Konflikten und nach gewissen Zivilisationskatastrophen. Diese humanitäre Hilfe in einer modernen Konzeption geht über den Rahmen der Katastrophenbewältigung hinaus. Gerade in Entwicklungsländern der Dritten Welt mit ihrer schwachen Infrastruktur ist es so, dass beispielsweise eine akute Katastrophe langfristige soziale, ökologische, wirtschaftliche und auch politische Negativfolgen haben kann. Hier besteht ein neuer Ansatzpunkt für eine modern konzipierte humanitäre Hilfe: nämlich diesen auch strukturbedingten Krisensituationen zu begegnen.

Ich denke hier an das Beispiel der Dürrekatastrophe von 1986 bis 1988 im Sahelgebiet in Afrika. Es gab dort eine akute Hungersnot. Aber es ist ganz klar, dass damit auch schwere Negativfolgen langfristiger Natur – im Zusammenhang mit dem Nahrungsmangel und den Epidemien – entstanden sind. Nicht zu verkennen ist – auch das gehört zu diesen strukturbedingten Problemen –, dass dann auch

Migrationsbewegungen von ganzen Völkern entstehen können. Daneben besteht auch noch das Instrument des Schweizerischen Katastrophenhilfekorps. Das ist ein sehr wichtiges Instrument in dieser Vorlage.

Vorweg sei gesagt, dass diese Botschaft eine gute Note verdient. Sie gibt eine klare Uebersicht über die bisherigen Aktionen. Sie bringt auch eine Erfolgswertung, listet auf, was gut und was weniger gut gegangen ist, und sie versucht, Lehren aus den bisher gemachten Erfahrungen zu ziehen. Die Kommission hat einen guten Eindruck gewonnen von den Vertretern der Verwaltung und des Departementes, die diese Vorlage konzipiert und vorgebracht haben. Das verdient Anerkennung.

Natürlich ist die Problematik der humanitären Hilfe sehr komplex. Es gibt immer wieder umstrittene Teilaspekte, die auch zu allerlei ideologischen und theoretischen Ueberlegungen einladen. In der Kommission kamen sie zum Teil recht deutlich zur Sprache. Die Quintessenz, die ich aus den Kommissionsarbeiten ziehe und die – wenn ich den Willen des Bundesrates verstanden habe – entscheidend für unsere humanitäre Hilfe ist, lautet wie folgt: Wenn wir wirklich Menschen helfen wollen, können wir es nur durch praxisbezogene Arbeit tun. Dieser pragmatische Geist geht wie ein roter Faden durch die Botschaft des Bundesrates und durch die Arbeit der DEH. Mit Taten und nicht mit Worten soll das erreicht werden, was letzten Endes der Hauptzweck der humanitären Hilfe ist, nämlich anderen leidenden Menschen in der Welt draussen zu helfen.

Ich möchte kurz versuchen, eine politische Wertung der Vorlage – eingebettet in unsere Aussenpolitik – vorzunehmen. Die humanitäre Hilfe entspricht zwei Konstanten unserer Aussenpolitik. Im Vordergrund steht der Grundsatz der aktiven Solidarität. Zudem geht es aber auch um den Grundsatz der Universalität, indem wir diese Hilfe überall und ohne Rücksicht auf Rassen, Religionen und Nationalitäten vermitteln wollen. Wir wollen dort helfen, wo es not tut. Es kann nicht Aufgabe der Berichterstatter sein, auf alle Details einer 140seitigen Botschaft einzugehen. Ich möchte immerhin auf einige Schwerpunkte hinweisen, die ihren Niederschlag in der Diskussion der Kommission gefunden haben:

Entscheidend ist, dass eine modern konzipierte humanitäre Hilfe in einen Gesamtzusammenhang gestellt wird, mit anderen Worten, dass sie mit anderen Formen der internationalen Hilfe koordiniert wird. Das Verhältnis der humanitären Hilfe zur Entwicklungszusammenarbeit steht im Vordergrund. Es gibt zwei klare Abgrenzungen: Die eine ist die, dass die humanitäre Hilfe versucht, Not zu lindern, Leben zu retten, während die Entwicklungszusammenarbeit darauf ausgeht, die Ursachen dieser Not zu beheben. Ein zweiter Unterschied besteht darin, dass die humanitäre Hilfe auf unmittelbare, die Entwicklungszusammenarbeit aber eher auf mittel- und langfristige Wirkung angelegt ist.

Diese Abgrenzungen schliessen nicht aus, sondern verlangen sogar, dass eine fein abgestimmte Koordination im Sinne einer klugen Wechselwirkung zwischen beiden Instrumenten angestrebt wird. Zentrales Thema der humanitären Hilfe ist richtigerweise der Hunger – die Hungersnot, die heute in weiten Teilen der Welt besteht. In der Botschaft wird klar gesagt, dass nach Angaben der FAO ungefähr eine halbe Milliarde Menschen heute Hunger leiden und die Tendenz leider noch steigend ist. Täglich sterben 40 000 Kinder in der Welt an Hunger oder an den Folgen von Mangel- oder Fehlernährung. Die Nahrungsmittelhilfe ist daher sicher ein zentrales, aber auch ein sehr kontroverses Thema dieser Vorlage. Von den 530 Millionen Franken wird fast die Hälfte für Nahrungsmittelhilfe reserviert.

In der Kommission haben wir sehr eingehend die Problematik dieser Nahrungsmittelhilfe, auch die damit verbundenen Grenzen und Gefahren, diskutiert. Die Kommission hat nahezu geschlossen folgender Quintessenz zugestimmt: Nahrungsmittelhilfe ist absolut unentbehrlich. Die offene Frage besteht darin, wie und in welcher Weise sie erfolgt. Es kann dabei sicher nicht nur um das blosses Stillen des Hungers gehen, sondern es sind auch die sozialen, kulturellen, wirtschaftlichen und politischen Rahmenbedingungen

jener Länder zu berücksichtigen, in denen Hungersnot besteht. Es kann auch keinen Sinn ergeben, Menschen eine Grundnahrung in grossen Mengen zu geben, an die sie sich in der Folge gewöhnen (z. B. Reis), wenn dieses Nahrungsmittel Reis im betreffenden Land gar nicht angebaut werden kann.

Eine andere lebhaft diskutierte Diskussion in diesem Zusammenhang betraf die schweizerischen Milchprodukte. Im neuen Kredit sind 120 Millionen Franken für diese Milchprodukte reserviert, die gleiche Summe also, wie sie im vorangegangenen Rahmenprogramm vorgesehen war. Man ist nominell gleich hoch geblieben, aber da ja der Rahmenkredit erhöht worden ist, ist der prozentuale Anteil der Milchprodukte im Rahmen dieses Kredites leicht zurückgegangen.

Der überwiegende Tenor in der Kommission war, dass man aus der Frage der Milchprodukte keine Glaubensfrage machen sollte, sondern sie ganz nüchtern und pragmatisch angehen sollte. Milch und ihre Derivate sind unerlässlich für die Bewältigung des Hungerproblems; aber diese Hilfe muss von Land zu Land, in Berücksichtigung der Rahmenbedingungen, abgewogen werden. Sicher steht dabei nicht die schweizerische Verwertungsproblematik der Agrarprodukte und insbesondere der Milch im Vordergrund. Es ist aber nicht verboten, etwas Gutes zu tun, das auch im Inland noch eine positive Wirkung hat! Das ist die Linie, die wir in dieser Frage verfolgt haben. Ich würde meinen, dass man sie ohne weiteres verantworten kann.

Eine interessante Frage wurde im Zusammenhang mit der Nahrungsmittelhilfe in der Kommission noch aufgeworfen, nämlich jene, ob man nicht die Dosen für Ueberlebensnahrung des Zivilschutzes verwenden könnte, indem man ihnen noch zusätzlich Vitamine beifügen würde. Ich habe nachträglich von Herrn Botschafter Stähelin vernommen, dass die Abklärungen ergeben hätten, dass das nicht gehe, weil die Haltbarkeit bei dieser Modifikation der Dose sehr stark (von fünf Jahren auf ein Jahr) reduziert würde.

Einen weiteren wichtigen Pfeiler in der humanitären Hilfe bildet die Zusammenarbeit mit den internationalen Organisationen und den Hilfswerken. Ich darf darauf hinweisen, dass im letzten Programm 118 Millionen Franken dafür vorgesehen waren und es im neuen Programm 169 Millionen Franken sein werden, also eine sehr substantielle Erhöhung. Für mich ist es eine absolute Selbstverständlichkeit, dass wir mit diesen Organisationen zusammenarbeiten, die über ausserordentlich grosses Know-how auf diesem heiklen Gebiet verfügen. Aber wir wissen alle, dass gerade gegenüber diesen Hilfswerken und Organisationen im Schweizer Volk nicht gerade ein latentes Misstrauen, aber doch eine gewisse Zurückhaltung besteht. Um so wichtiger ist es deshalb, dass hier – und hier haben uns die Leute von der Verwaltung und dem Departement überzeugen können – wirklich eine griffige Effizienzkontrolle durchgeführt wird: die Erfolgskontrolle, die ja nicht nur für die Nahrungsmittelhilfe und diese internationalen Organisationen gilt, sondern die – in Artikel 9 Absatz 3 des Bundesgesetzes über die Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe – für alle Bereiche klar verankert ist. Diese Botschaft ist nicht zuletzt ein Dokument darüber, was die Erfolgskontrolle beim letzten Programm ergeben hat.

Zum Schluss noch ein Wort zum Schweizerischen Katastrophenhilfekorps, das in den letzten Jahren für viele negative Schlagzeilen gesorgt hat: Die Vorlage sieht vor, dass der Kredit von 37 auf 45 Millionen Franken erhöht wird. Das ist richtig so. Das Schweizerische Katastrophenhilfekorps hat eine schwere Krise hinter sich. Es ist in den letzten Jahren ein unschönes Kapitel geschrieben worden. Herr Bill, der frühere und spätere Delegierte – der übrigens hier anwesend ist –, hat aber klar Auskunft gegeben, dass diese Krise jetzt intern bewältigt sei, dass sich das Schiff «Katastrophenhilfekorps» wieder auf einem guten Kurs befinde. Wir haben ihm das geglaubt, weil er in den langen Jahren seiner Führung bewiesen hat, dass er von diesem Métier etwas versteht. Entscheidend ist für uns heute, dass mit Bezug auf das Katastrophenhilfekorps die Lehren gezogen wurden. Ob die richtige Lösung schon jetzt beim Organigramm gefun-

den worden ist, wird sich dann noch weisen. Dies wird abhängen: erstens von der Persönlichkeit des neuen Delegierten, zweitens von seiner Bereitschaft zur Zusammenarbeit mit der Direktion für Entwicklungshilfe und drittens auch von der Bereitschaft der Direktion für Entwicklungshilfe, dem Delegierten und seinem Korps den nötigen Spielraum zu geben. Das sind für mich die drei entscheidenden Kriterien, ob die neue organisatorische Lösung richtig ist oder nicht. Jedenfalls, so glaube ich, sollten wir in der jetzigen Situation dem Katastrophenhilfekorps wieder Vertrauen schenken.

In diesem Sinne schliesse ich meine Ausführungen und bitte Sie im Namen der einstimmigen Kommission, dieser guten Vorlage zuzustimmen.

Burckhardt: Namens der liberalen Fraktion stelle ich fest, dass der Rahmenkredit von 520 Millionen Franken für die internationale humanitäre Hilfe im Sinne des vorgeschlagenen Bundesbeschlusses gewährt werden kann und muss. Bevor ich diese Stellungnahme begründe, möchte ich eine allgemeine Bemerkung machen:

Ich stehe unter dem tiefen Eindruck der Debatten über Energie und Raumhaushalt dieser Session, in welcher über den Erhalt unseres Wohlstandes und die Bekämpfung von dessen Schäden gesprochen wurde. Vor diesem Hintergrund, an den Sie sich alle erinnern, erhält die humanitäre Hilfe bei notleidenden Völkern eine menschliche Dimension grössten Ausmasses, der wir unter Umständen nicht gerecht zu werden vermögen. Wir können aber gewissenhaft unseren kleinen Beitrag zur Linderung der unmessbaren Not anderer erbringen.

Die Botschaft erweckt den sicheren Eindruck, dass diese Gewissenhaftigkeit bei den in der humanitären Hilfe Aktiven – Verwaltung, ständige Mitarbeiter und Katastrophenhilfekorps – vorhanden ist. Bei letzterem zum mindesten muss über die Gewissenhaftigkeit hinaus ein grosses «feu sacré» herrschen, das unseren speziellen Dank verdient. Die Botschaft ist ein Bekenntnis zur Universalität und zur Bereitschaft, unpolitische Hilfe in Gebieten, wo diese kurz- oder mittelfristig echt benötigt wird, zu leisten.

Naturkatastrophen, Dürre, Ueberschwemmungen etc. sind direkte Ursache von Notständen und auch von Seuchen. Und hier ist vielleicht eine Bemerkung zu machen: Die Aids-Krankheit breitet sich in Afrika besonders gefährlich aus. Dem Bericht war nicht zu entnehmen, was in dieser Hinsicht zur Zeit geschieht.

Das Erschreckende ist aber, dass offenbar ein überwiegender Teil der Zustände, denen abgeholfen werden muss, auf menschliches Verhalten zurückzuführen ist: auf kriegerische Auseinandersetzung, soziale Misswirtschaft, Ausbeutung von Naturschätzen und anderem mehr. Ein Beispiel, das das Dramatische menschlicher Unvollkommenheit besonders deutlich illustriert, sei erwähnt: Der Krieg in Abessinien macht es zur Zeit unmöglich, die sich immer wieder bildenden Heuschreckenschwärme in ihren Brutplätzen, d. h. in ihren kleinen Anfängen unschädlich zu machen. So können sich diese ungehindert entwickeln und schliesslich in gewaltigen Schwärmen über die Länder des westlichen Nordafrikas hereinbrechen und grössten Schaden bei Völkern anrichten, die mit dem Abessinienkonflikt gar nichts zu tun haben. Das heisst: Moderne, auf Wissenschaft aufbauende Mittel könnten gewisse Katastrophen schon vor ihrem Ausbruch verhindern, wenn man sie nur einsetzen dürfte.

Das Zielgebiet der schweizerischen humanitären Hilfe ist an sich unbegrenzt. Anträge an die Botschaft zeigen auf, dass sich ihre Tätigkeit auf zahllose, höchst unterschiedliche Klein- und Mittelaktionen aufteilt. Es seien einige erwähnt: Impfkampagne in Mali, Brückenbau im Tschad, mobile Krippen in Bombay, Reisaktion in Madagaskar, Erdbebenhilfe in Salvador.

Diese Beispiele zeigen doch, dass der pragmatische, flexible Aufbau der Hilfeleistungen richtig ist. Das Prinzip, Wanderbewegungen zu verhindern, die Not in den angestammten Wohngebieten zu bekämpfen, die intakten Teile der betrof-

fenen Völker und Länder in die aktive Hilfstätigkeit einzubeziehen, die Unterstützten sobald als möglich wieder in die Selbständigkeit zu entlassen, zeugt von Fachkenntnis und Vernunft.

Von grösster Wichtigkeit scheint es mir zu sein, den Lebensgewohnheiten der Unterstützten – ob ihnen die Hilfe nun in ihrem Gebiet oder im Flüchtlingslager zuteil wird – gerecht zu werden, ihnen nur das zu bringen, was sie wirklich brauchen können und ihnen nur jene Lebensmittel abzugeben, die sie gewohnt sind oder adaptieren können. Das Pressen der Menschen in eine Schablone nach unseren Vorstellungen ist unbedingt zu vermeiden.

Diese Bemerkung mag zu einer kurzen Betrachtung des Hintergrundes überleiten, vor welchem sich die schweizerische humanitäre Hilfe, offenbar im ganzen sehr gut geführt, abspielt.

Zunächst die Erkenntnis, wie verschieden Lebensstil und Lebenshaltung der hilfsbedürftigen Mitmenschen sind. Zwischen einem Bewohner Bombays, einem Kriegsverehrten in Afghanistan, einem Vertriebenen aus Uganda, einem Bauern der Sahelzone, einem Erdbebenopfer in El Salvador herrschen grosse Unterschiede der Religion, der Nahrungsgewohnheiten, des sozialen Aufbaus: Jäger, viehzüchtende Nomaden, sesshafte Ackerbauern, Handwerker, Händler, städtische Arbeiter – Hilfebedürftige begegnen uns in mannigfaltiger Art. Auf diese Vielfalt muss der Hilfebringende unbedingt eingehen. Er muss alles daran setzen, dass die aus einer Notlage herauszuführenden Menschen und Völker so rasch als möglich ihre Selbständigkeit nach ihrer Weise wieder aufbauen und für ihre Ernährung wieder mit eigenen Mitteln sorgen können. Diese Zielsetzung führt uns in die Nachbarschaft der Entwicklungshilfe, deren Tätigkeit sich mit jener der humanitären Hilfe bei langfristigen Aufgaben verzahnen muss.

Wissenschaftliche Erkenntnisse wollen festhalten, dass das Nahrungsproblem auch für eine wachsende Menschheit auf lange Zeit gelöst sei. Ich glaube das nicht unbedingt. Wenn diese Aussage davon ausgeht, dass Ueberschüsse, z. B. aus amerikanischen Kornkammern und schweizerischen Milchkellern, an zurzeit unterernährte Bevölkerungsteile abgegeben werden, so kann dies langfristig nur stimmen, wenn die Transportprobleme gelöst und die Empfänger marktgerecht bezahlt werden können. Eine solche theoretisch denkbare Entwicklung wird mit einer gleichmachenden Vermassung ganzer Völker einhergehen. Diese Zukunft aber vermag unserem Menschlichkeitsverständnis der Freiheit und der Ueberschaubarkeit des eigenen Lebenskreises eines Volkes nicht zu entsprechen.

Es ist deshalb an der Botschaft besonders zu loben, dass sie die Menschenrechte allem andern voranstellt. Diese Grundhaltung wird bei der humanitären und der Entwicklungshilfe nach Kräften dazu beitragen, dass die unterstützten Nationen ihre Ernährung möglichst bald wieder selbstständig sicherstellen können, wie wir das schon gefordert haben. In vielen Gebieten – vor allem Afrikas – wird dies noch immer zu einem erheblichen Teil über den einzelnen Bauern funktionieren müssen, welcher aus seiner überlieferten Anbaukunst nur über relativ lange Gewöhnungsfristen zur modernen Agrotechnik geführt werden kann. Hier muss nach der humanitären Hilfe die Entwicklungshilfe ansetzen. Das Bedürfnis, ehemaligen Kolonialgebieten die Möglichkeit des Anschlusses an die Weltmärkte mit Entwicklungshilfe zu erleichtern, hat zum Begriff der unterentwickelten Völker und damit unbewusst zur stolzen Auffassung geführt, man sei selber ein entwickeltes Volk. Das Fixieren einer Rangfolge in den Entwicklungsstufen verschiedener Kulturkreise ist sehr gefährlich.

Ich komme zum Schluss, da ich ein rotes Licht sehe, und bitte Sie im Namen der LPS zu Absatz 2 des Bundesbeschlusses mit folgender Bemerkung ja zu sagen: Die abgegebenen Nahrungsmittel müssen in jedem Falle der Nahrungsstruktur der Empfänger angepasst sein und dürfen den Rahmen der üblichen Marktpreise nicht sprengen. Die Milch kann ohne Diskussion «mitwirken», wenn sie diese Bedingungen erfüllt.

Rychen: Humanitäre Hilfe im internationalen Rahmen ist weiterhin in grossem, ja unserer Ansicht nach, grösserem Umfang als bisher nötig. Dies zeigen die vielen Naturkatastrophen, die politischen, wirtschaftlichen und ökologischen Krisen. Weltweit nehmen die Wanderungen ganzer Bevölkerungsgruppen zu. Das Flüchtlingsproblem hat sich sehr verschärft. Millionen von Menschen sind aber nicht eigentlich Opfer von Katastrophen, sondern sind eben Opfer des Elendes an sich.

Humanitäre Hilfe – und das scheint uns richtig zu sein – kann diese Probleme nicht lösen. Humanitäre Hilfe kann diese riesigen Probleme nur lindern. Das Problem Hunger ist grösser, als wir gemeinhin annehmen. Nach einer Schätzung der FAO litten Mitte der achtziger Jahre mehr als eine halbe Milliarde Menschen an Hunger. Schätzungen besagen, dass täglich 40 000 Kinder sterben, deren Tod auf Mangel- oder Fehlernährung zurückzuführen ist.

Die Vorlage des Bundesrates ist ausserordentlich gut abgefasst. Die Erhöhung des Rahmenkredites auf 530 Millionen Franken wird von der SVP unterstützt. Damit liegen wir erst im Mittelfeld der Industriestaaten, zieht man die öffentliche und private Hilfe insgesamt in Betracht.

530 Millionen Franken, so mag der eine oder andere denken, sind viel Geld. Zur Relativierung sei aber an folgendes erinnert:

Mit diesen 530 Millionen Franken kann man gerade knapp während eines Tag die Nahrung der zurzeit 540 Millionen Unterernährten in der Welt abdecken. Mehr nicht.

Das Bestreben des Bundesrates, die humanitäre Hilfe in grössere Zusammenhänge zu stellen und sie auch mit der Entwicklungshilfe in Einklang zu bringen, ist sehr zu unterstützen. Nur so können nämlich kontraproduktive Folgen einer einseitig und nur auf den Moment ausgerichteten humanitären Hilfe vermieden werden.

Der Wille des Bundes zu einer humanitären Hilfe, die so erfolgt, dass die betroffenen Menschen später wieder die Initiative für ihre weitere Existenz übernehmen müssen, dieser Wille des Bundesrates entspricht auch den Vorstellungen der Schweizerischen Volkspartei.

Das schweizerische Katastrophenhilfekorps und dessen Einsätze sind aus humanitärer und aussenpolitischer Sicht sehr zu unterstützen. Der in der Botschaft angekündigte vermehrte Einsatz bei präventiven Massnahmen erscheint uns sinnvoll und durchaus auch eine Aufgabe des Katastrophenhilfekorps.

Einen wichtigen Punkt möchte ich noch anschneiden: Die Kontrolle der verwendeten Mittel. Die SVP hält diesen Punkt für zentral. Projekte sind periodisch nach Abschluss oder einige Jahre später auf ihren Erfolg hin zu evaluieren, damit bei künftigen Einsätzen und Projekten vermeidbare Fehler nicht wiederholt werden.

Zum Schluss möchte ich etwas zum Ausdruck bringen, was mir persönlich sehr am Herzen liegt. Grund und Motiv für humanitäre Hilfe der Schweiz sollten nie Chancen für bessere Exporte sein und nie so ausgerichtet werden, dass wir uns möglichst gut in der Welt darstellen können. Das eigentliche und einzige Motiv für humanitäre Hilfe ist meiner Auffassung nach die echte Hilfe am notleidenden Menschen, nach dem Grundsatz: Hilf deinem Nächsten. In diesem Sinne unterstützt die Fraktion der SVP diese Vorlage und bittet Sie, darauf einzutreten.

Frau Grendelmeier: Aussenpolitik hat für uns Schweizer je nach Blickwinkel etwas Erhabenes, etwas Respektgebietendes, etwas Unerreichbares oder dann aber auch das Gegenteil: etwas Suspektes, etwas leicht Anrühiges, auf jeden Fall aber etwas, das uns nichts angeht. Dabei ist Aussenpolitik nichts anderes als Innenpolitik anderer Länder, allerdings unter der Berücksichtigung der Verbindung untereinander sowie und vor allem in Verbindung zum eigenen Land. Wenn man die immer dichtere Vernetzung betrachtet, ist Aussenpolitik die Innenpolitik unserer Welt oder, wie es ein Kollege sehr schön formuliert hat (er sitzt jetzt nicht im Rat), es ist die «Welt-Innenpolitik».

Die vorliegende Botschaft, die von allen Kommissionsmitgliedern als ausserordentlich umfassend, offen und als nicht ohne Selbstkritik erachtet wurde, macht uns wieder einmal in aller Deutlichkeit bewusst, wie gross die gegenseitige Abhängigkeit geworden ist und wie chancenlos und auch illusorisch – und damit gefährlich – ein abgeriegeltes Insel-dasein der Schweiz wäre. Solidarität ist also nicht als noble Geste unsererseits zu deuten, sondern als schiere, nackte Notwendigkeit. Aus dieser Solidarität heraus ist der Auftrag einer internationalen humanitären Hilfe der Schweiz zu verstehen, und ihre Weiterführung ist für uns eine Selbstverständlichkeit.

Es war erfreulich zu hören, dass in der Kommission niemand die 530 Millionen Franken – was, wie Herr Rychen eben gesagt hat, gar nicht so viel ist, wie es auf Anhieb klingen mag – als zu hoch taxierte. Im Gegenteil, vielen von uns erschienen sie als minimaler Beitrag für die reiche Schweiz. Zu reden gaben die Schwierigkeiten, die beiden Formen der Hilfe auseinanderzuhalten: die humanitäre Hilfe als Sofortmassnahme bei akuten Katastrophen einerseits und die Entwicklungszusammenarbeit, um die Ursachen der Not zu erforschen und dann auch zu bekämpfen, andererseits. Das eine vom andern sauber zu trennen, ist nicht immer ganz einfach. Ebenso schwierig scheint uns die saubere Trennung von Entwicklungshilfe für die Dritte Welt von der Wirtschaftshilfe für die Industrieländer beziehungsweise für uns selber. Ueber diese Problematik haben wir ja vor nicht allzu langer Zeit in diesem Saal eingehend diskutiert.

Konkret wurde die Diskussion über diese Unterscheidung am Artikel 2 Litera c und d entfacht. Dort geht es um die Lieferung von Milchprodukten und andere Nahrungsmittelhilfe. Milch ist ohne Zweifel für die meisten Völker das wichtigste und unverzichtbare Nahrungsmittel – nicht nur für Kinder, sondern auch für Erwachsene. Wir wissen jedoch seit geraumer Zeit, dass es Völker gibt, die Milch nicht vertragen. Daraus lässt sich generell ableiten, dass es unter Umständen verhängnisvoll ist, wenn wir unsere Vorstellung von Wohlergehen und von Gesundheit tel quel auf andere Kulturen und Lebensweisen übertragen; nicht zuletzt, um unsere eigenen Ueberschussprobleme möglichst gewinnträchtig loszuwerden.

Dass direkte Nahrungsmittelhilfe zwar notwendig ist oder sein kann, schliesst nicht aus, dass wir dadurch das Gegenteil von dem erreichen, was wir eigentlich wollen. Wir wollen ja die Selbständigkeit dieser Länder und Völker fördern, indem sie auf ihre Weise ihre angestammten und für sie wichtigen Lebensmittel in genügender Menge und in genügender Qualität herstellen bzw. anpflanzen können.

Wir sind beruhigt zu wissen, dass die Summe von 120 Millionen für Milchprodukte auf dem Stand der letzten Periode eingefroren wird. Wir würden es auch schätzen, wenn man sie gelegentlich verringern könnte. Wir sind auch beruhigt zu wissen, dass die Nahrungsmittelhilfe nur leicht erhöht wird, und vor allem, dass man im Sinn hat, sie differenzierter, d. h. angepasster zu gestalten.

Die EVP/LdU-Fraktion hat sich dann ferner eingehend darüber unterhalten, ob es nicht sinnvoll und vor allem notwendig wäre, noch einen Buchstaben e beizufügen, in welchem auch Mittel bereitgestellt werden müssten, die zur Bekämpfung sich ausbreitender, bedrohlicher Seuchen eingesetzt werden könnten. Konkret geht es eben auch in der Dritten Welt um die Verbreitung von Aids. Kollege Wiederkehr wird sich dazu im einzelnen noch äussern.

Wenn wir aber davon Abstand genommen haben und keinen Antrag stellen, so deshalb, weil wir nach einem Gespräch mit Herrn Botschafter Stähelin zur Auffassung gelangten, dass ein solches Anliegen unter Umständen im Rahmen der Budgetberatung besser berücksichtigt werden kann.

Die LdU/EVP-Fraktion ist einstimmig für Eintreten auf die Vorlage und bittet Sie, dem Bundesbeschluss ebenso einstimmig zuzustimmen.

Frau Bär: Die humanitäre Hilfe ist neben der technischen Zusammenarbeit und Finanzhilfe und neben den wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen die dritte

wichtige Säule unserer Entwicklungshilfeleistungen. Diese Säule soll nun mit dem vorliegenden Rahmenkredit nicht nur höher gebaut werden, sie soll auch in der Bauqualität verbessert werden. Aus der Botschaft geht deutlich hervor, dass sich der Bundesrat und die zuständigen Direktionen der Schwierigkeiten der humanitären Hilfe bewusst sind. In aller Offenheit und sehr selbstkritisch belegt sie die Grenzen und Möglichkeiten unserer Hilfe. So hat auch die langjährige fundierte Kritik der Hilfswerke an unserer bisherigen Nahrungsmittelhilfe in diesem Bericht Eingang gefunden. Wir haben diese Offenheit nicht bloss im Bericht gefunden; wir haben sie auch in der Diskussion der Kommission gespürt, und wir sind deshalb zuversichtlich, dass sich hier auch in der Praxis etwas ändern wird. Das gleiche gilt für die Milchpulverpolitik, die wir bis heute betrieben haben.

Angesichts des grenzenlosen Elends, angesichts der riesigen Flüchtlingsströme, die weltweit unterwegs sind, angesichts der Hungersnöte und Naturkatastrophen sind die 530 Millionen Franken, die wir hier bewilligen werden, nur ein Tropfen auf einen immer heisser werdenden Stein. Wenn wir in der Botschaft lesen müssen: «Die grosse Mehrzahl aller Kinder, Frauen und Männer, welche leiden und hilflos sterben, sind nicht Opfer von Katastrophen, sondern Opfer des Elends....», dann wissen wir, dass wir viel mehr tun müssen, als bloss diese 530 Millionen Franken zu bewilligen, und dass wir – mit Martin Luther King zu sprechen – keine Wunder vollbringen können – wir vermögen aber aus dem Berge der Verzweiflung einen Stein der Hoffnung zu hauen. Für die grüne Fraktion darf deshalb in Zukunft der Betrag für humanitäre Hilfe herzhaft erhöht werden.

Die Botschaft zeigt aber etwas anderes sehr deutlich auf, und zwar, dass wir nicht übersehen dürfen, dass es bei unserem Tun nichts gibt, was nicht mit allen andern Gebieten zusammenhängt. Oder anders gesagt, sie zeigt auf, was das Zahlungsbilanzdefizit eines Entwicklungslandes mit dem Gewicht eines Kindes zu tun hat. Auf Seite 43 der Botschaft können wir lesen – es ist dort die Rede von den Reformprogrammen des Internationalen Währungsfonds und der Weltbank, ich habe schon in der ersten Woche bei diesem Thema darauf hingewiesen –, und ich zitiere es nochmals: «Im Rahmen solcher Programme sind staatliche Ausgabenkürzungen meist unausweichlich. Diese haben kurz- bis mittelfristig vor allem für die ärmeren Bevölkerungsschichten negative Auswirkungen. Da aber Struktur Anpassungen nicht auf Kosten der schwächsten Bevölkerungsteile durchgeführt werden sollten, sind Massnahmen zur Dämpfung der sozialen Kosten notwendig. In diesem Zusammenhang kommt nun auch der humanitären Hilfe eine wachsende Bedeutung zu.» Im Klartext heisst das nichts anderes als: Der Ausbau der humanitären Hilfe muss vermehrt zur Kompensation oder zur Wiedergutmachung für entwicklungspolitische schädliche Massnahmen in anderen Bereichen eingesetzt werden. Hier müsste man gleich anfügen: Viele Folgen sind aber gar nicht mehr gutzumachen. Wenn Kinder fehl- und unterernährt sind, werden sie ihre geistigen und körperlichen Möglichkeiten nie ganz entwickeln können. Kinder haben weder die Kraft noch die Zeit, Wirtschaftskrisen und Struktur Anpassungsprogramme durchzustehen.

Ein zweites Beispiel: Zunehmend werden Entwicklungsländer von sogenannten Naturkatastrophen heimgesucht. Jüngstes trauriges Beispiel sind die verheerenden Ueberschwemmungen in Bangladesch. Auch hier müssen wir zur Kenntnis nehmen, dass der Raubbau an den Tropenwäldern, der zur Devisenbeschaffung betrieben wird – die Struktur Anpassungsmassnahmen zwingen dazu –, zu Ueberschwemmungen in diesem Ausmass geführt hat. Sofortmassnahmen, wie sie die humanitäre Hilfe, die Hilfe des Katastrophenhilfekorps darstellen, können immer nur das Schlimmste beheben. Es genügt also nicht, auf Notlagen zu reagieren. Wir müssen so weit kommen, dass wir diese verhindern werden. Der Bundesrat schreibt auf Seite 3: «Es ist nicht in erster Linie die Aufgabe der humanitären Hilfe, die tieferliegenden Ursachen der Not zu beseitigen. Dies ist im wesentlichen Ziel der Entwicklungszusam-

menarbeit.» Dieser Feststellung müssen wir aber ganz klar und deutlich anfügen: Es ist völlig sinnlos, wenn wir unser Geld der humanitären Hilfe ausgeben müssen, nur weil wir nicht gewillt sind, die Widersprüchlichkeiten unseres Handelns zu vermeiden. Wenn wir das tun, geht die Entwicklung auf Kosten derer, die wir mit unserer Hilfe erreichen wollten. So weit sind wir eben noch nicht mit unserem Handeln, wie es der Kommissionspräsident meinte: Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe ergänzen sich noch nicht und gehören noch nicht unbedingt zusammen. Sie stehen zum Teil noch im Widerspruch.

Die grüne Fraktion bittet also den Bundesrat, spätestens in seinem nächsten Bericht zu seinem neuen Rahmenkredit darzulegen, wo humanitäre Hilfe und Sofortmassnahmen und in welchem Umfange sie als Folge verfehlter entwicklungspolitischer Arbeit oder verfehlter Struktur Anpassungsprogramme à la IWF zu leisten waren. Nur so bleiben wir bei unserer Hilfe glaubwürdig, und nur so wird das Wort Solidarität nicht zur Farce.

Frau **Bäumlin** Ursula: Die Botschaft über die Weiterführung der internationalen humanitären Hilfe der Eidgenossenschaft ist ausserordentlich lesenswert und hat in unserer Fraktion ein gutes Echo gefunden, und – wie Sie das schon gehört haben – bei den andern Fraktionen ist es nicht anders gewesen. Es hat sich auch in den Diskussionen der Kommission ganz deutlich gezeigt: Eintreten und Zustimmung waren unbestritten, sozusagen selbstverständlich, und zwar von den detaillierten Ausführungen an bis hin zum erhöhten Rahmenkredit für die nächsten drei Jahre. Wer von Ihnen im Saal hier in diesem Bericht noch nicht gelesen hat, hat also noch Zeit, dies nachzuholen und wird bestimmt davon gefesselt sein: «Die humanitäre Hilfe des Bundes ist Ausdruck der Solidarität, welche einen der Grundsätze der schweizerischen Aussenpolitik bildet.» Das war ein Zitat aus diesem Bericht. Der Bericht des Bundesrates ist vielleicht deshalb so interessant, weil er einerseits auf eine schon respektable lange Erfahrung zurückblicken kann und andererseits angesichts der Weltlage nicht das kürzeste Ausrufen auf irgendwelchen Lorbeeren oder ein ausgiebiges Wundenlecken (Stichwort Katastrophenhilfekorps) erlauben würde. Optimierung des Mitteleinsatzes und der Hilfe, Unterstützung und Ermutigung und vor allem Neuansätze, Neubeurteilungen und Zusammenhangsforschung sind gefragt. Die SP-Fraktion nimmt mit Zustimmung davon Kenntnis, dass im Bericht diesen Fragen Rechnung getragen wird. Es ist da die Rede von Zusammenwirken von humanitärer Hilfe und Entwicklungshilfe, die Sozialhilfe an bestimmte Zielgruppen wird angestrebt und nicht zuletzt der Aspekt der Menschenrechte, zum Beispiel die Respektierung der Mündigkeit und Selbständigkeit der Hilfeempfänger ist mindestens ansatzweise reflektiert. Wir haben allerdings in der Kommission aufgehört, als Botschafter Stähelin fast ein wenig über die Zusammenarbeit des DEH mit der schweizerischen chemischen Industrie beim Projekt für Pflanzenschutz in Madagaskar zu schwärmen anfang.

Wir haben mit Nachdruck beim kleinen Kapitel 435 eingehakt, wo unter der Ueberschrift «Weitere zukünftige Schwerpunkte der humanitären Hilfe» auf die Folgen der Struktur Anpassungsprogramme verwiesen wird. Meine Vorrednerin hat schon darauf hingewiesen. Diese Programme sind vor allem für die ärmeren Bevölkerungsschichten negativ und haben fatale Auswirkungen für sie, so dass schliesslich Massnahmen zur Dämpfung der sozialen Kosten notwendig werden.

Das im Anhang erwähnte Fallbeispiel, wie man mit dieser Problematik umgehen will, betrifft wiederum Madagaskar und wird im Bericht als positives Pilotprojekt bezeichnet. Aber im weltweiten Elend der Verarmung und Aushungerung der Unterschichten in den Schuldenkrisenländern ist das natürlich schon nur ein Tropfen auf einen glühend heissen Stein.

Bundesrat Felber hat auf unser Bohren geantwortet, dass es ohne ökonomische und partikuläre Struktur reformen nicht gehe und dass der Bundesrat hoffe, dass diese den wirkli-

chen Möglichkeiten der Länder Rechnung tragen und nicht einfach und nur Anpassungsmodelle von aussen importiert und aufoktroiert würden.

Der Bundesrat hofft weiter, bald aus dem *circulus vitiosus* herauszufinden, wo humanitäre Hilfe einspringen muss, weil die Entwicklungsprojekte von finanziellen Strukturanpassungsprogrammen behindert oder gar zerstört wurden. Die SP hofft das durchaus auch, nimmt aber die wachsende Kritik am IWF, an der Weltbank und am egoistischen Wirtschaftsverhalten der finanzkräftigen Industrienationen mit wacher Besorgnis zur Kenntnis.

Es zeigt sich immer mehr, dass diese Pseudoentwicklung der Dritten Welt auch eine Geschichte hat, auf die sich zurückblicken lässt als auf eine total verkehrte und negative mit Folgen, die wir über kurz oder lang auch bei uns merken werden. Die Auswirkungen dieser verfehlten Weltwirtschaft sind bereits beim Flüchtlingsproblem sehr sichtbar geworden, was sich auch im Bericht niederschlägt.

Wir denken, dass schon der nächste Bericht zur Weiterführung humanitärer Hilfe sich mit dieser bedrohlichen Entwicklung noch ganz anders wird befassen müssen. Das wird in ungefähr drei Jahren der Fall sein. Es ist längstens klar, dass die Schweiz in dieser Beziehung kein Unschuldslamm ist und z. B. an der Schuldenkrise massiv mitbeteiligt ist. Es hat überhaupt keinen Sinn, diesen düsteren Hintergrund hinter der besten humanitären Hilfe unseres Landes auszublenden und zu verdrängen.

Mit diesem Ausblick stimmt die SP-Fraktion Bericht und Antrag zur Weiterführung der humanitären Hilfe zu. Was an uns liegt, werden wir versuchen, den schlagseitigen Weltwirtschaftskarren auf eine gerechtere Bahn umzulenken. Wer weiss, vielleicht reicht Herr Nationalrat Blocher einmal eine entsprechende Verzichtsmotion ein, diesmal nicht bezüglich Kernenergiefragen, sondern die Schuldenproblematik betreffend, damit wir zeitlich die Kurve kriegen.

Ich schliesse mit einer persönlichen Bemerkung. Ich habe heute morgen dem Antrag von Frau Leutenegger Oberholzer auf einen Beitrag an die ärmsten Länder im Rahmen der 700-Jahrfeier-Kredite nicht zugestimmt, und zwar weil er mir zu wenig konkret war. In den 70er Jahren gehörte ich zu den engagierten Vertreterinnen eines Entwicklungshilfememoratoriums, weil mir die damalige Entwicklungshilfe, inklusive humanitäre Hilfe, zu arrogant und eigennützig erschien. Sie war es höchstwahrscheinlich auch, denn damals waren Entwicklungs-, Finanz- und Währungspolitik oft noch Synonyme. Seit einem halben Jahr verfolge ich die Arbeit des DEH aus einer neuen Position und Perspektive heraus, und ich gebe freimütig zu, meine Meinung geändert zu haben. Das Moratorium haben seinerzeit die sogenannten Entwicklungsländer oder mindestens die sozial aufgeschlossenen unter ihnen verlangt. Ich bin immer für den Grundsatz, zu hören was die Betroffenen verlangen, und das, was die Schwächeren, die Bittsteller sagen, zu berücksichtigen. Dass die Mitarbeiter des DEH das auch tun, habe ich u. a. in Biel an der Jahreskonferenz für Entwicklungszusammenarbeit gesehen, und ich danke ihnen dafür und möchte sie ermuntern, so weiterzumachen.

M. Grassi: L'aide humanitaire a pour but de donner aux personnes les plus pauvres des pays en voie de développement la possibilité d'atteindre un niveau de subsistance égal à celui des pays les plus favorisés. Cela implique deux choses: d'abord les pays pauvres doivent s'inscrire dans un processus qui permette d'augmenter le revenu réel par habitant. Deuxièmement, les inégalités des revenus ne doivent pas continuer à augmenter; c'est un problème de répartition du revenu. Dans cette optique, de larges couches de la population pourraient enfin sortir de la misère pour passer à l'état de pauvreté et, ensuite, à un stade de bien-être relatif, tout en profitant aussi des conséquences non matérielles, telles que le développement culturel, les droits de l'homme, les libertés politiques.

Le message du Conseil fédéral aurait pu être laconique: une vingtaine de pages et quelques statistiques et chiffres. Au contraire, c'est non seulement un rapport fort détaillé sur les

interventions spécifiques, mais il nous livre aussi des réflexions concernant l'aide humanitaire dans son ensemble. On apprécie son réalisme qui admet les limites et les défauts.

En outre, il réaffirme que l'aide humanitaire tient une place importante dans notre effort pour aider les populations pauvres des pays les plus démunis. Cette aide, soit en cas de catastrophe, de conflit ou, d'une manière générale, celle qui assiste ceux qui sont dans la misère et meurent de faim n'est pas simplement l'expression de notre solidarité, mais elle contient aussi, à côté de l'élément politique, un élément éthique: celui de la responsabilité d'un pays qui vit dans l'abondance envers ceux qui souffrent de maladies et vivent dans les privations.

Cette responsabilité n'est pas seulement le fait d'un Etat qui participe par le truchement de l'argent du contribuable, elle est aussi une responsabilité individuelle, celle de chacun de nous. Les autorités ne s'engagent pas assez pour motiver les citoyens, pour les sensibiliser encore plus à la valeur de la solidarité humaine, leur faire éprouver la gêne d'être parmi les derniers dans la classification des pays donateurs. Je suis persuadé que l'on pourrait faire plus, Monsieur le Conseiller fédéral, tout en évitant – ce que quelqu'un a proposé – un impôt spécial pour l'aide au développement qui, bien que rapportant des milliards ne ferait que matérialiser l'aspect éthique de la question.

On en vient à constater que l'aide humanitaire ne peut plus être conçue comme une tâche séparée, mais comme faisant partie d'une conception globale de l'aide au développement, en fait une première mesure avant d'entreprendre des projets d'aide technique. De là, l'accent que met le Conseil fédéral sur la coordination des différentes mesures, dont l'une est la suite de l'autre, la complète et en fait un tout en faveur du développement et des droits fondamentaux de la personne humaine. L'aide humanitaire qui représente un cinquième de notre aide aux pays en voie de développement est donc à la base d'une intervention plus profonde et durable.

En outre, la coordination doit avoir lieu aussi dans les organisations internationales et les organisations nationales suisses. On souhaiterait que notre aide se fasse encore plus au travers d'organisations non gouvernementales, qui pourraient être les meilleurs partenaires locaux de notre aide, sans passer forcément par l'intermédiaire d'autres organisations nationales ou internationales. Les organisations non gouvernementales ont accru leur importance dans le processus de développement et ont leurs racines dans la communauté où elles travaillent. Elles sont mieux à même de définir les besoins locaux et de procéder à une distribution de l'aide plus juste et efficace.

Je crois que notre aide humanitaire, et surtout l'aide alimentaire, devrait faire un usage plus grand de ces organisations non gouvernementales. Il est absolument nécessaire que cette aide se déroule selon les principes que notre commission a établis dans son postulat du 9 avril 1985. Les exemples contenus dans ce message sont assez éloquentes et s'inspirent de ces principes. Mais il y en a d'autres qui exigent des corrections afin d'éviter de créer de nouvelles dépendances.

Il est important que la production agricole locale des pays en voie de développement soit améliorée, cela afin de créer les bases d'une alimentation équilibrée, qui tienne compte des besoins alimentaires de la population. Cette évolution doit amener le pays à se suffire à lui-même. Notre aide alimentaire doit être complémentaire et quant à son approvisionnement, elle doit tenir compte des possibilités offertes par les pays concernés ou d'autres pays en voie de développement. Les produits de provenance suisse doivent répondre au critère d'économie et ne pas s'imposer au détriment de produits d'autre provenance.

Dans ce sens, nous soutenons les propos du Conseil fédéral qui, nous l'espérons, se traduiront aussi dans la pratique. Par ailleurs, il faut aussi considérer la maxime qui dit: «Il n'est nullement défendu de faire du bien et en même temps de tenir compte de ses propres intérêts». L'aide alimentaire

peut être le moteur d'une économie fondée sur le marché libre. L'exemple que nous fournit le Mozambique est très intéressant. Les céréales sont distribuées aux pêcheurs qui, en échange, fournissent du poisson séché, lequel est distribué à la population vivant à l'intérieur du pays. Vu que les pêcheurs ne consomment pas toute la quantité des céréales reçue, ils les vendent à d'autres pêcheurs et augmentent ainsi leur revenu. La même chose se produit pour les noix de cajous qui sont un élément important de l'exportation. Les possibilités et les facettes de l'aide sont multiples; ils faut les adapter au pays et à la population, en veillant à faire toujours participer le peuple. Le moment ne serait-il pas venu, Monsieur le Conseiller fédéral, de laisser tomber le mot «aide» et de le substituer par le mot «collaboration» au développement? Cette expression soulignerait que le monde est devenu une unité à laquelle ni personne, ni aucun Etat ne peut se soustraire. Ainsi, accepter de partager le destin du reste du monde équivaut à accepter l'indépendance et à considérer la coévolution comme une réalité. Le groupe démocrate-chrétien votera l'entrée en matière et approuvera les propositions du Conseil fédéral.

Auer: Was der Bundesrat in seiner ausgezeichneten, offenen und kritischen Botschaft als «strukturelle Probleme» bezeichnet, trifft im folgenden Fall in hohem Masse zu. Das Land bedarf dringend der Hilfe. Auch bei normalen Verhältnissen reicht der Boden nicht aus, das Volk zu ernähren. Es herrscht grösste Armut. Ueber zehn Prozent der Menschen sind ohne Arbeit, noch mehr leben von Almosen, Landstreicher und Bettler, streunen umher und werden vertrieben. Damit es nicht noch mehr von ihnen gibt, wird ihnen sogar das Heiraten verboten.

«Den Armen ist nichts Essbares mehr zum Ekel», heisst es in einem erschütternden Augenzeugenbericht. Aus einzelnen Gebieten des Landes flüchten der Not wegen über 50 Prozent der Menschen ins Ausland. Jenen, die Arbeit finden, reicht der Verdienst kaum zum Leben. Neun-, zehn- und elfjährige Kinder arbeiten 14 Stunden täglich in den Fabriken, von Schulbesuch keine Rede. Ueberdies haben vor kurzem fremde Heere das Land durchzogen und rücksichtslos geraubt und geplündert. Zu allem Elend hinzu kommt eine Naturkatastrophe. Ein regnerischer Sommer verdirbt fast die ganze Ernte. Vorräte sind kaum vorhanden und zudem schlecht gelagert. Mäuse und Ratten fressen einen grossen Teil davon auf. Da auch die Nachbarländer wenig zu essen haben, werden die Grenzen für Einfuhren gesperrt. Eine schwere Hungersnot bricht aus, verbunden mit enormer Teuerung. Brot wird unerschwinglich. Kinder erhalten keine Nahrung. Tausende von Menschen sterben an Hunger.

Da hört ein ferner Herrscher von der Not und spendet einen grossen Geldbetrag. Damit kann im Ausland Weizen gekauft und wenigstens ärgste Not etwas gelindert werden.

Das eben Geschilderte trifft nicht für ein afrikanisches oder ein asiatisches Entwicklungsland zu, es gilt für die Schweiz der Jahre 1816/17. Damals wurde unser Land von schwerer Hungersnot heimgesucht. Der fremde Herrscher war Zar Alexander I, der aus Dankbarkeit für seinen früheren Erzieher, den Waadtländer Frédéric César de La Harpe, hunderttausend Silberrubel zur Linderung der Not in der Schweiz spendete: nach heutigen Massstäben ein Millionenbetrag. Das war nicht aussenpolitisch oder aussenwirtschaftlich bedingte Entwicklungshilfe, das war humanitäre Hilfe im wahren Sinne des Wortes!

Heute geht es uns besser. Die Lebenserwartung ist doppelt so gross wie vor 170 Jahren. Die Säuglingssterblichkeit ist auf einen Zwanzigstel gesunken. Wir sind, am Pro-Kopf-Einkommen gemessen, das reichste Land der Welt.

Bei den Energiedebatten sind hier letzte Woche Probleme unserer Zeit in schillernden Farben ausgemalt und einmal mehr Aengste geschürt worden. Bei allem Respekt vor diesen Problemen sei doch einmal den roten und grünen Jammertanten – auch jenen männlichen Geschlechts – empfohlen, etwas in der Schweizer Geschichte über früheres

Elend nachzulesen; manches von heute erschäint dann etwas weniger düster.

Not und Elend in weiten Teilen der Welt verpflichten ein reiches Land allein schon aus moralischen Gründen, wo immer möglich zu helfen. Dass diese Hilfe oft mit grossen Schwierigkeiten verbunden ist und dabei vielfach ähnliche Probleme auftreten wie bei der technischen Zusammenarbeit, wird in der Botschaft dargelegt. Die FDP-Fraktion stimmt der Erhöhung des Rahmenkredites einmütig zu. Sie dankt dem Bundesrat für Bericht und Antrag und den Mitarbeitern des DEH für ihren effizienten Einsatz.

Mit Genugtuung hat unsere Fraktion auch zur Kenntnis genommen, dass das Katastrophenhilfekorps den von ihm nicht verschuldeten Wirbel der vergangenen Jahre überwunden hat. Es ist, wie Herr Arthur Bill in der Kommission berichtete, kein Bestandeseinbruch eingetreten und die Disponibilität der Freiwilligen ist ungebrochen.

Was die an der Hilfe mit schweizerischen Milchprodukten geübte Kritik betrifft, darf nicht verallgemeinert werden, abgesehen davon, dass diese Lieferung nur einen kleinen Teil der Nahrungsmittelhilfe ausmacht und diese wiederum nur einen Teil der gesamthaft geleisteten Unterstützung. Es ist von Fall zu Fall zu entscheiden, ob Milchpulver von Nutzen ist oder nicht. Welches sind die Ernährungsgewohnheiten an Ort und Stelle? Steht sauberes Wasser zur Verfügung? Kann es gekocht werden?

Auch unsere Fraktion sieht lieber bilaterale als multilaterale Hilfe. Doch kann auf die letztere nicht verzichtet werden, vor allem wenn bei Katastrophen durch weltweit organisierte Aktionen geholfen wird.

Was die politische Seite der Vorlage betrifft, darf wohl behauptet werden, dass die humanitäre Hilfe im Volk verankert ist, im Gegensatz zu einem Teil der Entwicklungshilfe. Die spontane Spendefreudigkeit des Volkes bei Katastrophen und jahrein, jahraus zugunsten der verschiedenen Hilfswerke belegen seine Bereitschaft, zur Linderung der Not anderer Völker beizutragen. Die humanitäre Hilfe des Bundes rundet dieses Bild ab.

Wiederkehr: Ich rede zum Problem Aids, international gesehen. In Kinshasa, der Hauptstadt von Zaire, sind die Spitäler überfüllt mit total abgemagerten Menschen. Ihre Krankheit heisst Slim disease, ein anderer Ausdruck für Aids. Fast hundert Prozent der Prostituierten in Nairobi oder Mombasa sind HIV-positiv, ebenso fast sechzig Prozent der Männer in der ugandischen Armee. Die Aids-Infektion breitet sich in Afrika mit riesengrosser Geschwindigkeit aus, in den Städten, in den Krisengebieten und entlang der Transitachsen. Das Auftauchen des HIV-Typus II, der sich wesentlich leichter als HIV I im heterosexuellen Verkehr übertragen lässt, sprengt alle bisherigen Prognosen. Eine Durchseuchung Afrikas zu mehr als 50 Prozent in wenigen Jahren scheint möglich zu sein. Es fehlt an Information in diesem Kontinent; es fehlen die Möglichkeiten des individuellen Schutzes, und auch die Blutübertragungen erfolgen nach wie vor ohne jegliche Kontrollen.

Schon heute haben in Afrika 5 bis 15 Prozent der Neugeborenen Aids-Antikörper in ihrem Blut, der beste Hinweis darauf, dass die Mutter HIV-infiziert ist. Bei den Kindern selbst heisst das noch nicht, dass sie ebenfalls Aids bekommen werden, weil die Antikörper im Verlaufe von einigen Monaten wieder verschwinden können. Man rechnet heute damit, dass etwa die Hälfte dieser Kinder infiziert sein wird.

Die Weltbank sah sich diese Woche veranlasst, vor der Lähmung der Wirtschaft Zaires durch die Ausbreitung dieser Seuche Aids zu warnen. Zurzeit hilft das Schweizerische Rote Kreuz in Moçambique, eine Blutbank aufzubauen. Meine Meinung ist folgende: Humanitäre Hilfe im Sinne von Artikel 2a ist jetzt dringend in dieser Frage, wenn sie sich nicht zu einer neuen – unter Artikel 2b festgehaltenen, bisher nicht gekannten – Art Katastrophenhilfe grossen Ausmasses ausweiten soll. Dabei meine ich nicht, dass in erster Linie finanzielle Zuwendungen nötig sein werden, sondern was es jetzt braucht, sind Leute auch aus unserem Staat, die imstande sind, Langfristprogramme aufzustellen und sie

auch zu begleiten. Diese Leute fehlen aber im Departement für Entwicklungszusammenarbeit, und wenn man über die Weiterführung der internationalen humanitären Hilfe unseres Landes spricht, sollte man auch über die Aufstockung des Personals in der DEH reden.

Wir verzichten aber hier und heute auf einen entsprechenden Antrag. Er gehört in die Budgetdebatte im Dezember.

Scheidegger: «So viele Welten gibt es, und so viel zu tun, so wenig ist getan, damit dies alles sei!» Dies sagte schon vor Jahren ein Politiker aus der Dritten Welt. Bericht und Anträge zur humanitären Hilfe enthalten viele bemerkenswerte Informationen zu diesen vielen Welten. Im Abschnitt Nahrungsmittelhilfe wird einmal mehr das brennend aktuelle Thema der Reibungsfläche zwischen industrialisierter und unter- oder zumindest weniger entwickelter Welt aufgegriffen.

Diese Parallelität, diese Gleichzeitigkeit verschiedener sozio-ökonomischer Entwicklungsphasen einerseits, das dichte Kommunikationsnetz dieser sich in unterschiedlichen historischen Phasen befindlichen Gesellschaftsformationen andererseits brachten und bringen die Dritte Welt und die Industrienationen in eine echte Stress-Situation. Sozio-ökonomischer Wandel, Krisen, Katastrophen, Seuchen waren leider schon immer auch mit Armut, mit Elend verbunden. Das darf allerdings kein Trost sein, sondern es sollte höchstens die Erkenntnis anspornen, etwas zu lernen, um mitzuhelfen, diese offensichtliche Problematik besser zu lösen. Grundsätzlich werfen viele in die Dritte Welt exportierte oder auch an Ort und Stelle fabrizierte Güter, die unserer Technologie, unserem Denken, unseren Bedürfnissen entsprungen sind, dort Probleme auf. Diese Problematik wird im Fall von gewissen Lebensmitteln noch potenziert, selten durch das Produkt, auch nur in geringem Mass durch den Empfänger, vor allem aber durch den Zwischenraum zwischen Produkt und Empfänger: nämlich durch die Umweltbedingungen in der Dritten Welt. In diesem Zwischenraum gilt es, die ökonomischen, hygienischen, bildungsmässigen Verhältnisse zu beachten.

Ich bin überzeugt, dass die Anliegen der schweizerischen humanitären Hilfe in die richtige Richtung weisen. Das Ziel der Massnahmen der humanitären Hilfe ist ja die bedürftige Bevölkerung. Die Tatsache ist nicht aus der Welt zu schaffen, dass es heute 800 Millionen hungernde Menschen gibt, und eine katastrophenarme Zeit ist sie wirklich nicht, die Zeit, in der wir leben. Diese Hilfe soll richtigerweise ohne Störung der Entwicklungspolitik erfolgen. Eingeführte Nahrungsmittel sollen keine Konkurrenz erzeugen und keine neuen Bedürfnisse schaffen. Das Motto «Cash for work» als Teil des Slogans «Hilfe zur Selbsthilfe» ist hier am Platz, ohne dass man allerdings Milchpulverhilfe verketzern sollte. Es gibt Situationen, wo sich Milchpulverhilfe geradezu aufdrängt. Der Bericht zur humanitären Hilfe beinhaltet deshalb richtigerweise auch keine Antimilchpolitik. Allerdings bedarf die angetippte Substitution der Milch durch Hülsenfrüchte meiner Ansicht nach noch tieferer Analysen durch Ernährungsspezialisten der Dritten Welt.

Die Dritte Welt kann ja nicht über einen Leisten geschlagen werden. Selbst Drittweltländer sind in sich different: Stadt/Land, die Industrialisierung, die Urbanisierungen ändern viel. Eines ist klar: Die Lösung der komplexen Probleme der Dritten Welt braucht einen langen Atem, hier in der Schweiz und auch anderswo. «Wenn es einem Menschen der Dritten Welt besser geht, so ist dies schon eine bessere Welt», hat jüngst ein Kenner der Dritten Welt richtigerweise geschrieben. Hier leistet die schweizerische humanitäre Hilfe ihren Beitrag zur Linderung akuter Not.

Rüttmann: Auch ich danke für die ausführliche Botschaft mit interessanten Erläuterungen aufgrund von Tabellen. Damit habe ich bereits ausgedrückt, dass ich für die humanitäre Hilfe eintrete und auch für den entsprechenden Rahmenkredit.

Der Bundesrat legt dar, dass er eine Neuorientierung in der Nahrungsmittelhilfe eingeschlagen habe, sie sei nämlich auf

die betroffene Bevölkerung auszurichten, jegliche negative Auswirkungen auf Empfänger sei zu verhindern, Lieferungen von Nahrungsmitteln seien in den umfassenden Rahmen der Entwicklungsanstrengungen der betreffenden Länder zu stellen und dabei kostengünstige und praktikable Lösungen anzubieten. Das heisst mit anderen Worten: Nahrungsmittelhilfe sei nach den Interessen der Empfängerländer und nicht nach den Absatzinteressen der Geberländer auszurichten. So weit, so gut. Ich meine aber, wir sollten hier das eine tun und das andere nicht lassen. Es ist beileibe nicht verwerflich, wenn wir – wie übrigens auch andere Geberländer – auch punktuelle Ueberschüsse gleichzeitig abbauen können. Ich gestatte mir in diesem Zusammenhang auf zwei solche Interessen aufmerksam zu machen:

1. Die Hilfe mittels Nahrungsmittel macht ungefähr die Hälfte des Gesamtkredites aus. Da trotz der Aufstockung des Rahmenkredites von 440 auf 530 Millionen Franken aber der Anteil der Milchprodukte auf der 120-Millionen-Grenze stehengeblieben ist, fiel er demgemäss von 27 auf 22 Prozent zurück. Das ist für unsere Milchwirtschaft nicht unbedenklich, bedeutet doch der Stillstand auf der 120-Millionen-Marke infolge der Teuerung einen mengenmässigen Rückschritt.

2. Von der Nahrungsmittelhilfe mit schweizerischen Dörrbirnen ist in der Botschaft mehrmals die Rede, so auf den Seiten 71, 75 und 82. Auch wenn diese im ganzen Paket einen kleinen Fisch ausmachen – die jährlichen Aufwendungen betragen rund 1 Million Franken –, so ist doch festzustellen, dass gemäss Aufstellung auf Seite 123 der Anteil von 297 t im Jahre 1984 und sogar 378 t im Jahre 1985 auf 210 t und 208 t in den Jahren 1986 und 1987 zurückgegangen ist. Dies wohl deshalb, weil die DEH einwendet, die Dörrbirnen hätten einen bescheidenen Eiweissgehalt und würden oft kostengünstigere einheimische Früchte und Gemüse konkurrenzieren. Ich möchte festhalten, dass es immer wieder Katastrophengebiete gibt, wo die Dörrfrüchte sehr wohl willkommene Nahrungsmittelhilfe bringen können. Sie sind bekömmlich, leicht halt- und transportierbar.

Es gibt aber auch hier noch die andere Seite des Absatzproblems eines Schweizer Produktes: In meiner engen Heimat gibt es noch eine Anzahl bäuerlicher Obstdörrbetriebe, die diese Konservierungsart als Relikt aus dem Versorgungseingpass der zwei vergangenen Weltkriege aufrechterhalten. Sie werden auch diesen Herbst wieder einen Teil der grossen Obsternte alkoholfrei verwerten. Das ist auch der Grund, warum sie von der Eidgenössischen Alkoholverwaltung in ihren Bestrebungen unterstützt werden. Ohne den Absatzkanal der Nahrungsmittelhilfe müsste dieses Zusatzgewerbe bäuerlicher Familienbetriebe aber verkümmern, was im Hinblick auf allfällige zukünftige Versorgungsschwierigkeiten des Landes bedauerlich wäre.

Ich stelle keinen Antrag auf Erhöhung – weder der Milchprodukte noch des Dörrfrüchteanteils. Hingegen bitte ich den Bundesrat und die DEH, in der Zuteilung dieser Produkte etwas grosszügig und flexibel zu sein und eher wieder auf Erhöhung zu tendieren. Die Schweizer Produzenten sind Ihnen dankbar dafür. Wir diskutieren ja hier nicht über einzelne Kostenteile, sondern über den Gesamtrahmenkredit, dem ich – wie bereits erwähnt – zustimme.

Bäumlin Richard: Ich wollte in dieser Debatte eigentlich nicht das Wort ergreifen. Das Wesentliche ist auch gesagt worden, aber nun hat mich im letzten Moment Herr Auer provoziert, der von den «roten und grünen Jammertanten» gesprochen hat. Dazu möchte ich schon ein paar Bemerkungen anbringen:

Herr Auer – er ist leider nicht da – hat nicht sehr gut zugehört, sonst hätte er nämlich gemerkt, dass die Sprecherinnen der sozialdemokratischen und der grünen Fraktion nicht gejammert haben, sondern analytische Bemerkungen vorgetragen haben, die übrigens mit der bundesrätlichen Botschaft übereinstimmen (S. 42ff.).

Als Herr Auer eine Elendssituation zu schildern begonnen hatte, habe ich sofort gemerkt, dass er die Schweiz meinte. Das war für mich offensichtlich, weil ich auch etwas von

Schweizer Geschichte weiss. Aber Herr Auer macht wahrscheinlich unausgesprochen eine Annahme, die sehr, sehr verbreitet, aber trotzdem grundfalsch ist, nämlich die, dass die Entwicklung, die die Schweiz hat vollziehen können, nun auch die Drittweiltländer nachvollziehen könnten. Zwischen unserer Entwicklung und der Entwicklung der Entwicklungsländer besteht ein grundlegender Unterschied.

Für die Entwicklung der modernen westlichen Industrienationen ist typisch, dass sie sich über Jahrhunderte erstreckt. Überall ist der industriellen Revolution eine agrarische Revolution vorausgegangen, eine Verbesserung der Agrarproduktion, ein Binnenmarkt vor allem, ein agrarischer Binnenmarkt. Das hat die Stärke dieser Nationen ausgemacht und, darauf aufbauend, war dann die industrielle Entwicklung möglich. Erfolgreich und rasch entwickelt haben sich weiter nur Nationen mit einem eigenen Banken- und Kredit-system wie die Schweiz, England, die USA usw.

Die Entwicklungsländer sind heute in einer total anderen Situation. Es ist eine Illusion anzunehmen, sie könnten nachholen. Das können sie nicht, der Abstand hat sich trotz entgegengesetzter Prognosen in den letzten Jahrzehnten verschärft.

Wiefern ist die Situation anders? Der Binnenmarkt ist überall gestört bzw. nicht entwickelt worden, auch der agrarische Binnenmarkt. Gefördert wurde der Export, z. B. von Agrarprodukten aus Monokulturen, aber der Binnenmarkt und die Subsistenzwirtschaft stagnieren, gehen zurück und werden kaputt gemacht.

Die westlichen Industrienationen haben ihr Potential auch aufgrund von Schutzzöllen aufgebaut. Aufgrund von Schutzzöllen wurden starke nationale Volkswirtschaften entwickelt. Die Schweiz ist hier eine Ausnahme, ich weiss das, aber die Regel gilt für alle anderen. Gestützt auf einen gut entwickelten nationalen Markt, konnte man dann international konkurrenzieren. Auch hier ist die Situation der Entwicklungsländer total anders. Es wird ihnen zugemutet, sich ohne eine vorausgehende Phase autozentrierter Entwicklung auf den Weltmarkt auszurichten. Das kann nicht gut kommen.

Die Verfasser der Botschaft sehen diese Probleme. Viele Parteien sind so geschrieben, dass man sich sagen muss, wer so redigiert hat, weiss, wofür es geht. Aber die Botschaft ist auch in Zwängen und Widersprüchen befangen, die nicht die Verfasser der Botschaft zu verantworten haben, sondern dies sind Widersprüche unseres Systems, die man aber nicht nennen darf, ohne gleich als ganz böser Antikapitalist beschimpft zu werden. Das ist typisch für unsere Gesprächssituation. Unsere Aussenwirtschaftspolitik macht vielfach Bemühungen guter Entwicklungshilfe zunichte, fördert, wie die Botschaft es implizit auch sagt, Entwicklungen, die dann humanitäre Hilfe nötig machen, als Schmerzensgeld gewissermassen oder als eine Leistung, die wir erbringen, um das gute Gewissen wieder zu gewinnen, wobei wir besser daran täten, die Probleme mehr an der Wurzel des Übels zu bekämpfen.

Die beiden angegriffenen Kolleginnen sind nicht Jammer-tanten, sie haben einfach gewisse sachliche, analytische Bemerkungen gemacht, die vielen Leuten unbequem sind und die in das Bild, das wir uns von uns selber machen möchten, nicht so recht passen – nichtsdestoweniger waren sie zutreffend!

Präsident: Herr Auer hat das Wort für eine persönliche Erklärung.

Auer: Ich glaube von Pascal stammt das Wort: «Wenn die Nase der Cleopatra länger gewesen wäre, hätte die Weltgeschichte einen anderen Verlauf genommen.» Ich weiss nicht, wie die Schweizergeschichte unter anderen Voraussetzungen verlaufen wäre. Ich habe nicht behauptet, die Lage der Schweiz von 1816/17 entspräche der heutigen der Entwicklungsländer. Ich habe die damalige Not in diesem Lande geschildert, als die Leute auswandern mussten, damit sie überhaupt eine Existenz hatten.

Immerhin, Parallelen lassen sich doch vermuten, Herr Bäumlin: Im letzten Jahrhundert waren es zum Teil Rückwanderer und Ausländer, die in der Schweiz eine Industrie aufbauten, und es war ausländisches Kapital, das die schweizerische Entwicklung der Wirtschaft mit ermöglicht hat. Den Gotthard-Tunnel hätten wir ja nicht aus dem eigenen Sack bezahlen können. Also mindestens teilweise bestehen Parallelen.

Dass die Schweiz ein reiches Land geworden ist, ist sicher u. a. auf die Tüchtigkeit des Volks, auf einen vernünftigen Staat (1848) und auf ein gütiges Schicksal zurückzuführen. Es gibt einen lateinischen Spruch in einer Kirche in Graubünden. Aber da ich nicht Lateinisch kann, zitiere ich ihn in Deutsch: «Die Schweiz wird regiert durch die Wirrnis ihrer Geister und durch die Güte Gottes.»

Ganz kurz noch zurück zu Kleopatra: Dass sich die Entwicklung in Südkorea, Taiwan oder Hongkong ganz anders vollzogen hat als in anderen Entwicklungsländern, konnten wir auch nicht voraussehen. Man sollte also nicht verallgemeinern.

Präsident: Die beiden Kommissionsberichtersteller verzichten auf das Wort.

M. Felber, conseiller fédéral: Je remercie tout d'abord les orateurs qui se sont exprimés, plus particulièrement le porte-parole des groupes, de l'accueil qu'ils ont réservé au message du Conseil fédéral relatif à la continuation de l'aide humanitaire. Je les remercie encore d'avoir spontanément et clairement accepté l'augmentation du volume financier qui a été annoncée ici.

Je voudrais déclarer d'emblée que je ne tenterai même pas d'arbitrer les passes d'armes entre M. Bäumlin et M. Auer. Ce sont de tels spécialistes que je ne m'aventurerai pas dans ce domaine. Il y a d'ailleurs dans certains rangs des spécialistes étonnants de l'aide au développement, même s'ils n'ont jamais mis les pieds dans un pays en développement. C'est cependant un élément dont nous devons tenir compte, et la théorie est quelquefois très intéressante.

Les besoins d'aide humanitaire dans le monde sont énormes. Il suffit de lire les journaux, d'écouter la radio ou de regarder la télévision pour s'en convaincre. Les conflits armés, les crises, les catastrophes naturelles ou causées par l'homme menacent la survie de millions de personnes et engendrent des souffrances souvent inimaginables. Les pays en développement les plus pauvres, les populations les plus défavorisées souffrent en règle générale le plus de tels événements, et vous l'avez fort bien souligné dans vos interventions. Cela signifie pour nous, et le message l'exprime clairement, qu'une concertation de plus en plus étroite est nécessaire entre les différents instruments de l'aide publique qui sont à la disposition du Conseil fédéral. C'est une conséquence de la difficulté des problèmes à vaincre.

L'aide humanitaire est une composante importante de notre politique extérieure. Elle est l'expression concrète du principe de la solidarité, qui est un principe de base de notre politique. En même temps, elle fait partie de l'ensemble de la politique humanitaire de la Suisse, et là je rejoins peut-être M. Grassi, cette politique est l'expression d'une tradition spécifique à notre pays et qui s'appuie sur notre disponibilité à toute action ayant pour but de protéger l'être humain, son existence, sa dignité et sa liberté. Par conséquent, notre politique extérieure en général et notre politique humanitaire sont ainsi fortement interdépendantes.

Comme vous l'aurez sans doute constaté à la lecture de ce message, le Conseil fédéral a jugé souhaitable d'y soulever un certain nombre de questions de principe que nos collaborateurs et les coordinateurs de la DDA sur le terrain se posent constamment. En procédant ainsi, notre souci principal a été de mieux répondre, par le biais des différents instruments dont nous disposons, aux besoins prioritaires des populations concernées. Il ne s'agit pas de donner nos surplus mais de répondre aux besoins de ceux qui souffrent.

C'est le seul moyen d'améliorer la qualité de notre aide humanitaire, et par conséquent son efficacité.

Je me limiterai à quelques remarques concernant le thème de la sécurité alimentaire, l'aide alimentaire. Vous aurez sans doute remarqué, en lisant le rapport, qu'une partie importante de nos réflexions a été consacrée à ce sujet. Plusieurs orateurs l'ont d'ailleurs relevé dans leurs exposés et notamment, à la fin de la discussion, M. Rüttimann. Il s'agit là d'un élément nouveau. La complexité de l'aide alimentaire, le fait qu'elle représente à peu près la moitié des dépenses effectuées au titre de notre aide humanitaire, et les expériences faites ces dernières années par la communauté internationale nous ont amenés à la conclusion qu'une réflexion approfondie était devenue indispensable. Elle est nécessaire non seulement pour mieux répondre aux besoins prioritaires des bénéficiaires de notre aide, mais également afin de garantir une utilisation judicieuse des fonds publics qui sont mis à notre disposition.

Or, vous savez que la plus grande partie de notre aide humanitaire n'est pas réalisée par les services de l'administration fédérale eux-mêmes. Elle n'est donc pas directement opérationnelle. Elle s'opère par le biais de contributions financières ou en nature à des organisations partenaires spécialisées dans ce domaine. Il s'agit d'une part d'organisations internationales telles que le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, le Programme alimentaire mondial, les sociétés de Croix-Rouge, et notamment le Comité international de la Croix-Rouge, et les œuvres d'entraide suisse privées. Le choix d'un partenaire approprié revêt dès lors une importance primordiale. Pour les activités directement opérationnelles, surtout dans le domaine de l'aide d'urgence, le Conseil fédéral dispose d'un instrument, à savoir le Corps suisse d'aide en cas de catastrophes.

L'immensité des besoins, sur le plan humanitaire et nos moyens financiers limités rendent l'amélioration de la qualité de notre aide, l'efficacité de nos actions, le contrôle des moyens mis à notre disposition d'autant plus importants. C'est pourquoi nous allons poursuivre rigoureusement nos activités d'évaluation des actions d'aide humanitaire. Nous attachons beaucoup de prix à des actions efficaces adaptées aux besoins de la population bénéficiaire. La poursuite de ces objectifs n'est cependant pas possible – et nous rejoignons ici l'opinion émise tout à l'heure par M. Wiederkehr – sans une augmentation du nombre des personnes qui se voient confier ces tâches. Le peu de personnel dont nous disposons, les exigences croissantes du travail à accomplir dans le domaine de l'aide humanitaire nous préoccupent beaucoup et nous comptons sur votre compréhension et celle de l'ensemble des Chambres pour résoudre ce problème.

Je tenterai de répondre encore très brièvement à quelques orateurs qui ont posé des questions plus précises au cours de la discussion, en remerciant notamment M. Burckhardt, membre de la commission, de nous avoir fait part de sa précieuse expérience de grand voyageur et de connaisseur des diverses régions du monde. Nous pouvons répondre à M. Rychen que nous maintiendrons nos efforts pour évaluer les projets qui nous sont soumis ainsi que les résultats. Vous l'avez très bien dit, Monsieur Rychen, notre politique humanitaire n'a pas comme fin de servir notre commerce ni d'améliorer l'image de nos entreprises à l'étranger, elle a pour but de venir au secours de ceux qui appellent à l'aide. Le problème de la livraison de lait dans le cadre de l'aide alimentaire a été posé par Mme Grendelmeier d'une part et a été défendu, d'autre part – comme nous pouvions nous y attendre d'ailleurs – par M. Rüttimann. Tout d'abord nous ne renoncerons pas à l'utilisation du lait dans les cas où il est parfaitement indiqué. Il y a en Suisse un certain nombre d'organisations qui sont spécialisées dans la distribution et l'aide alimentaire à travers l'utilisation du lait. Pourquoi leur refuser ces produits dont nous disposons abondamment en Suisse? Il ne s'agira jamais d'alléger le compte laitier, mais d'utiliser ce produit autant et aussi longtemps qu'il est demandé.

Cela dit, Monsieur Rüttimann, il est bien évident que le lait en poudre ou concentré ne peut pas être distribué dans toutes les circonstances. Même dans des cas dramatiques, dus à des catastrophes naturelles, s'il n'y a pas d'eau, on ne peut pas livrer du lait en poudre. Il en est de même si l'eau est polluée. Cela pose donc les limites de l'utilisation de ce moyen alimentaire. Je le répète, des organisations spécialisées savent très bien utiliser ce moyen. Je peux vous rassurer, nous l'utiliserons. Pas plus tard que ce matin, nous étions l'objet de demandes de nouvelles régions qui elles, précisément, désiraient du lait.

De même, dans toute l'alimentation, si nous nous appuyons de plus en plus sur les productions locales et régionales, c'est pour éviter les erreurs que plusieurs d'entre vous ont justement condamnées. Dans certains pays entiers d'Afrique noire, la population ne sait plus manger autre chose que du riz, mais elle n'arrive pas à le produire. En effet, il y a eu là une distorsion, une perversion, et les habitudes alimentaires ont été totalement transformées. On ne pourra probablement plus jamais satisfaire les nouvelles habitudes alimentaires.

Voilà ce que nous voulons éviter. Par conséquent, il n'est non plus dans les intérêts de l'aide alimentaire suisse de transporter trop massivement des produits qui sont de première nécessité, mais qui pourraient, par leur volume trop important et la régularité de leur distribution, transformer les habitudes alimentaires de la population. Nous devons particulièrement y veiller, car ce point est important.

Quant aux remarques plus critiques qui ont été formulées au sujet de l'aide humanitaire, je ne répondrai pas à M. Wiederkehr, puisque tel est son désir. Mais il est évident qu'en ce qui concerne le SIDA ni la DDA ni le Département des affaires étrangères ni aucun département ne sont à même, aujourd'hui, de trouver une solution aux problèmes qui sont posés dans les pays en voie de développement.

Je m'attarderai encore un instant à la critique constante formulée à l'encontre des grandes institutions monétaire et bancaire, ainsi qu'à la distorsion qu'on essaie sans cesse de voir ou de susciter entre l'aide au développement, l'aide humanitaire et les interventions macro-économiques. Dans de nombreux pays en développement, de fausses politiques économiques, qui favorisent l'industrie et le développement des villes, ont accentué le problème de la faim. L'agriculture et la production de denrées alimentaires ont été négligées au profit d'autres secteurs de l'économie. Plusieurs d'entre vous ont souligné la nécessité d'arriver un jour à l'auto-alimentation.

C'est ainsi que de larges couches de la population rurale ont été forcées de retourner à une économie de subsistance. L'exploitation traditionnelle des terres par les cultivateurs et les producteurs s'est trouvée, par ce fait même, défavorisée. Elle a souvent disparu dans de nombreux endroits. Les innovations technologiques agricoles ont été accueillies avec réserve, voire ignorées par les paysans concernés à qui on demandait d'assumer un risque excessif. A cela s'est souvent ajouté un appareil étatique démesuré, parasitaire, fixant arbitrairement à la baisse les prix agricoles, rendant la production non rentable pour les paysans.

De ce fait, pour venir à bout de la faim, il est impératif que les gouvernements favorisent économiquement et fiscalement la production agricole. Les programmes de réformes économiques réalisées ces dernières années en Afrique, avec l'appui du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, visent explicitement cet objectif: favoriser la production agricole par des dégrèvements fiscaux.

C'est pourquoi le Conseil fédéral a été amené à cofinancer quelques-uns de ces programmes à travers l'aide internationale au développement et, dernièrement, avec le crédit que le Conseil national a adopté au début de cette session.

Des changements micro-économiques ne sont pas suffisants pour résoudre les problèmes actuellement posés à des continents ou à des zones entières qui sont au bord du gouffre ou qui y sont déjà engagés. Mais des changements macro-économiques seuls ne suffiront certes pas à assurer un revenu suffisant aux populations pauvres. Celles-ci doi-

vent donc également être soutenues dans leur activité productive par un effort visant à favoriser leur accès aux moyens de production et l'acquisition de connaissances et de nouvelles techniques.

Les activités de la coopération au développement recherchent souvent ce résultat. Dans le contexte des ajustements économiques ou structurels, l'aide humanitaire doit aussi avoir pour objectif, d'ailleurs transitoire, d'assurer aux groupes les plus vulnérables qui sont affectés par les transformations en cours, des conditions de vie décentes et acceptables. Nous ne nous opposons pas, dans le cadre de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, à l'intervention macro-économique, mais nous devons assumer les responsabilités de l'aide au développement et permettre la transition. Sinon, vous nous condamneriez à n'avoir qu'une utilisation, qu'une intervention micro-économique à l'échelon de l'aide au développement. Nous n'aurions pas résolu les problèmes de structure et les Etats iraient pratiquement à la faillite. Ce n'est non plus ce que nous souhaitons.

Ce problème est extrêmement délicat et nous pouvons vous assurer que tant le Département des affaires étrangères que la Direction de la coopération au développement le suivent constamment.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 bis 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 à 3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 94 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Präsident: Der Bundesrat beantragt gemäss Seite 1 der Botschaft die Abschreibung folgender Postulate: 84.087, 84.594, 85.392 und 86.365. Anderslautende Anträge sind nicht gestellt.

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Schluss der Sitzung um 19.55 Uhr
La séance est levée à 19 h 55

Humanitäre Hilfe. Weiterführung

Aide humanitaire. Continuation

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1988
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.042
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1988 - 15:00
Date	
Data	
Seite	1421-1432
Page	
Pagina	
Ref. No	20 016 716

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.